

**Institut  
de la statistique**

**Québec**



Observatoire de la culture et  
des communications

## **FORUM INTERNATIONAL SUR L'ÉCONOMIE CRÉATIVE**

### **LA STATISTIQUE AU SERVICE DU SYSTÈME CULTUREL QUÉBÉCOIS**

Dominique Jutras, directeur

Observatoire de la culture et des communications du Québec

**Gatineau**

**17 mars 2008**

## **L'économie de la culture**

Le Forum international sur l'économie créative est une occasion de se pencher sur l'univers de la création et de ses effets, qui nous passionne tant, mais qui prend d'étranges allures lorsqu'on le situe dans le vaste concept de l'économie créative. La cible, nous le comprenons, est de quantifier l'ensemble de la contribution intellectuelle. L'usage des mots n'est jamais anodin et il me semble que le concept de l'économie créative a pour effet, tout au moins du point de vue de l'étude des impacts, d'en élargir l'incidence à des domaines qui, souvent, ne sont pas associés à la définition de la culture. C'est le cas, entre autres, des relations publiques, du marketing ou du tourisme et du sport. Il est également raisonnable de se demander s'il s'agit toujours de domaines qui s'inscrivent dans la filière d'un domaine culturel. En effet, les relations publiques ont peu de chose en commun avec la création musicale ou littéraire. En conséquence, on peut aussi se demander légitimement si l'économie de la culture est réellement une partie de l'économie créative et de quelle manière elle s'en distingue.

Ce concept englobant de l'économie créative, quand il n'y a pas de définition universelle de la culture et des communications, constitue à la fois un défi et un risque pour la recherche qui a besoin, pour progresser, de se doter de définitions et d'appréhender cet univers par un découpage selon les domaines. Tous ces termes largement polysémiques, ici stratifiés ou superposés les uns aux autres, servent à décrire diverses réalités selon que la perspective est sociologique, anthropologique, économique, politique ou statistique. Pour maîtriser cette superposition d'univers s'impose la nécessité de créer un cadre conceptuel pour délimiter les frontières du secteur et en faciliter l'étude. C'est en partie ce que l'Observatoire de la culture et des communications du Québec a effectué dans son champ d'activité.

Néanmoins, je ne vais pas m'engager dans un débat sur les paramètres et les pourtours de l'« économie créative ». Par contre, je vais traiter d'abord de la contribution de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec – que j'appellerai désormais « l'Observatoire » – pour bien cerner l'univers de la culture et des communications qui constitue une partie significative du cadre, à coup sûr plus large, d'« économie créative ». Dans un deuxième temps, je propose de décrire brièvement les effets des travaux et du modèle de gouvernance de

l'Observatoire sur les milieux culturels. Il ne s'agit pas d'établir rigoureusement l'impact socioéconomique, mais plutôt d'analyser les retombées de la diffusion de statistiques sur les milieux concernés. Je me propose de procéder à une réflexion en milieu de pratique afin de mesurer l'incidence non pas du secteur étudié, mais bien celle du modèle élaboré pour étudier le secteur.

Cette communication est axée sur la description des aspects novateurs de la contribution de l'Observatoire. On abordera notamment la conception d'un cadre de référence construit avec le secteur culturel et les mandats que le secteur culturel a voulu lui confier. On traitera aussi de son association avec le milieu québécois de la recherche. On s'attachera surtout à démontrer l'importance, pour les milieux culturels et les organismes publics, de l'accès à des données statistiques.

### **L'Observatoire de la culture et des communications du Québec**

L'évaluation des impacts économiques et sociaux de la culture, pour être fiable, doit être fondée sur des données de qualité, fiables et pertinentes. Longtemps les milieux de la culture se sont sentis négligés de ce point de vue. En effet, la plupart des recherches et des analyses sur la culture se butaient à l'absence de données sur les principales composantes de ce secteur économique. De leur côté, les instances gouvernementales, pour établir leur politique, et les organismes publics, pour orienter leurs programmes, déploraient l'absence de données fiables pour fixer des cibles précises.

Devant ce vide qui prenait de l'importance avec la montée d'un discours sur la culture parvenu à en faire un enjeu économique, de plus en plus d'instances ont eu besoin, pour justifier leur investissement en culture, de disposer de données précises sur ses impacts économiques. Des travaux ont été réalisés en ce sens<sup>1</sup>; cependant, les résultats exclusivement de type « macro » ne répondent que partiellement aux besoins exprimés par les milieux. Car, au-delà de ces résultats

---

1. Études d'impact économique réalisées par le MCCCCF, en 1996 et en 2002, ainsi que l'étude sur la contribution économique de la culture au Canada réalisée par Statistique Canada en 2004.

globaux, il appert que les données de base peuvent jouer un rôle déterminant dans les prises de décision des entrepreneurs culturels, tout comme d'ailleurs dans celles des gestionnaires de fonds publics. C'est à la suite de multiples frustrations ressenties, à l'occasion de consultation des données sur la culture, que de nombreuses personnes et institutions ont décidé de se doter d'un appareil pour produire et diffuser des statistiques de qualité. Ces facteurs ont été les déclencheurs de la création de notre modèle d'Observatoire dont le principal de ses trois mandats est de produire de la statistique, les deux autres étant de soutenir la recherche et de maintenir une veille.

Jusque-là, il était possible de se satisfaire des données existantes comme base de discussion générale sur les besoins de la culture. Cependant, dès qu'il était nécessaire de faire une exploitation fine des données statistiques, se faisait sentir le besoin de la constitution d'un univers statistiquement fiable pour des parties de l'ensemble. Par exemple, la majorité des domaines n'étaient tout simplement pas soumis à une enquête. Souvent, les données disponibles étaient des estimations produites par des firmes de consultants. Quant aux quelques domaines abordés par Statistique Canada, les résultats sont assurément fiables sur le plan canadien. Par contre, les données par province et par territoire sont souvent déficientes, notamment à cause des limites de l'échantillon. C'est pour résoudre une partie de ces problèmes que l'Observatoire a été créé.

Le premier mandat de l'Observatoire est de produire, de colliger et de diffuser des statistiques officielles sur la culture et les communications. Depuis sa création, en 2000, l'Observatoire a conçu et mené de nombreuses enquêtes sur plusieurs domaines culturels qui lui permettent d'offrir un portrait statistique fiable, complet et évolutif de ce secteur au Québec. Ses travaux servent à informer de manière neutre et objective décideurs et citoyens, stimulent la recherche et contribuent à la réflexion sur les tendances en matière de culture et de communications.

L'Observatoire est une instance créée à l'initiative des milieux culturels et gouvernementaux. Le projet est plébiscité, en 2000, à l'occasion d'une commission parlementaire sur la culture, au cours de laquelle plusieurs mémoires d'associations et de regroupements professionnels revendiquaient la création d'un observatoire. Cette demande a fait l'objet d'une recommandation de la commission.

L'Observatoire de la culture et des communications du Québec a été conçu comme une partie intégrante du système culturel québécois. En ce sens, il fait partie de la toile complexe qui unit les créateurs, les producteurs, les diffuseurs, les organismes privés et publics, les associations et regroupements et même le système de régulation constitué des lois et de règlements.

La structure organisationnelle de l'Observatoire est un modèle de leadership collectif. En effet, huit comités consultatifs<sup>2</sup> sont réunis et le président de chacun de ces comités siège au comité de direction en collégialité avec six partenaires financiers<sup>3</sup>. Ces derniers sont représentés par les dirigeants de cinq sociétés et organismes d'État et d'un sous-ministre adjoint à la culture. Ainsi, les instances publiques ont accepté d'être minoritaires à cette tribune, bien qu'elles fournissent l'essentiel des ressources financières de l'Observatoire.

L'autre caractéristique fondamentale est l'affiliation de l'Observatoire à l'Institut de la statistique du Québec, qui partage ainsi ses avantages considérables en ce qui concerne son pouvoir d'enquête, ses règles de confidentialité et de traitement de l'information. Tous ces attributs se conjuguent pour donner des outils qui permettent à l'Observatoire d'atteindre ses objectifs.

Parmi les premiers chantiers de l'Observatoire, il a fallu concevoir, élaborer, discuter et rédiger un cadre de référence avec l'ensemble du secteur culturel. Cet exercice a été rassembleur en ce qu'il a permis à chacun d'exprimer sa vision de la culture. De la sorte, il a été possible de dégager un modèle intégré qui fait l'objet d'un consensus et d'une diffusion dans le *Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec*<sup>4</sup>.

---

2. Comités consultatifs : Arts visuels, métiers d'art et arts médiatiques; Cinéma, audiovisuel et radiodiffusion; Disque et arts de la scène; Livre, littérature et bibliothèques; Multimédia; Municipalités et administrations locales; Patrimoine, institutions muséales et archives; Recherche universitaire.

3. Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Conseil des arts et des lettres du Québec, Institut de la statistique du Québec, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Régie du cinéma, Société de développement des entreprises culturelles.

4. Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec*, novembre 2003, 141 p.

## **La mission de l'Observatoire**

La mission confiée à l'Observatoire est décrite dans une entente signée entre les partenaires financiers. Cette convention est renouvelée aux trois ans, mais la mission est restée la même depuis le début des activités.

Cette mission peut être ainsi décrite :

- élaborer un système intégré de statistiques par la réalisation d'enquêtes et l'exploitation de sources statistiques diverses, de façon à couvrir tout le champ de la culture et des communications;
- assurer la diffusion des informations statistiques auprès des représentants des milieux de la culture et des communications;
- collaborer avec les unités ou les centres de recherche existants, notamment dans le milieu universitaire;
- valoriser les banques de données existantes chez les partenaires institutionnels et privés (associations, syndicats, entreprises, etc.) et interagir avec les autres producteurs de statistiques ou d'information exerçant des activités dans des domaines semblables ou connexes;
- rechercher de nouvelles ressources financières, notamment en offrant ses services sur une base d'affaires à des organismes, privés ou publics, qui désirent commander des travaux « sur mesure » contre rémunération; l'Observatoire n'accepte toutefois que des mandats qu'il aurait lui-même réalisés s'il en avait eu les moyens;
- documenter l'importance et le rôle de la culture dans la société québécoise et contribuer à la réflexion sur les grandes tendances internationales.

L'Observatoire est mis concurremment au service du secteur culturel et de l'État. Il doit donc produire une information inattaquable, que ce soit sur le plan technique ou en matière de neutralité politique. Voilà pourquoi l'Observatoire s'est limité à des travaux quantitatifs jusqu'à maintenant. Toutefois, l'évolution de ses travaux aura probablement pour effet d'élargir cette perspective.

### **Les impacts économiques**

Tous les partenaires ont implicitement accepté que le premier mandat de l'Observatoire ne soit pas d'évaluer l'impact économique de la culture et des communications, mais plutôt de calculer l'activité réelle de ces secteurs, domaine par domaine, pour chacune des filières. En fait, les études d'impact économique ont démontré l'importance de la culture pour l'économie nationale. Toutefois, le processus suivi pour évaluer cet impact est laborieux, sans qu'il permette d'en suivre régulièrement l'évolution. En effet, l'estimation de l'impact provient d'une construction complexe qui ne peut être reproduite de façon automatique comme le serait un indicateur fondé sur des données récurrentes.

Ce contexte a incité les partenaires de l'Observatoire à orienter sa mission prioritaire vers la production de statistiques de base, notamment la fréquentation, les parts de marché, les revenus, les dépenses, etc. Celles-ci doivent d'abord servir à la prise de décision dans les milieux intéressés et, dans un deuxième temps, à construire les outils nécessaires pour générer des indicateurs économiques et sociaux servant à suivre l'évolution de la culture par domaine et par filière culturelle.

### **Les impacts sociaux**

Pour étudier les impacts sociaux, l'Observatoire a décidé de s'appuyer sur le milieu de la recherche universitaire. En effet, le mandat de soutien à la recherche passe par la collaboration avec des chercheurs. Un comité consultatif a été formé et des projets sont financés conjointement

par le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture. En outre, une bourse de deuxième cycle est attribuée conjointement par l'Observatoire et ce même fonds. D'autres actions sont menées en ce sens, car l'intensification de cette relation est souhaitée et stratégique, puisqu'elle offre l'occasion de mettre en valeur les données produites et d'intéresser des chercheurs à ce domaine. Ainsi, des projets visant à analyser les impacts sociaux de la culture trouvent un appui à l'Observatoire.

### **La production statistique et son influence sur les milieux de la culture**

Dans certains cercles, on discute abondamment des retombées économiques et sociales de la culture, mais on s'intéresse moins à l'incidence intrinsèque, sur les milieux culturels, de la production de statistiques fiables, neutres et indépendantes des institutions ou des groupes d'intérêt, ni d'ailleurs du rôle catalyseur de l'Observatoire. La démocratisation de la connaissance est certainement l'une des dimensions importantes de la contribution de l'Observatoire. À cause de leur présence au sein même de sa structure organisationnelle, les milieux culturels, tout comme ceux des institutions gouvernementales, obtiennent des statistiques et des renseignements qui répondent à leurs besoins et à leurs attentes. Ces réalisations sont possibles grâce à un double partenariat, financier et de gouvernance. Ces conditions sont réunies au cœur de l'Observatoire parce que les décideurs publics et privés y ont leur place. Les occasions d'échanges grâce aux comités consultatifs et au comité de direction permettent de canaliser les débats et les discussions autour des véritables enjeux et diminuent d'autant les débats stériles quant à la validité des chiffres utilisés pour illustrer un phénomène.

En somme, l'Observatoire estime que son travail est une contribution essentielle à la prise de décision, à la reddition de comptes, à l'évaluation de projet et de politique et, enfin, à la bonne gouvernance aussi bien des entreprises que des institutions publiques.

Cette contribution est possible parce qu'au sein du comité de direction de l'Observatoire, des consensus se forment relativement aux priorités, même si celles-ci ne correspondent pas nécessairement à celles de tous les partenaires en présence. Chacun cède à son tour sur certains

points, sachant qu'à moyen terme l'Observatoire lui fera une place dans son plan de travail. Implicitement, chaque partenaire reconnaît que la dynamique culturelle d'un domaine ne fonctionne pas à vide et qu'il existe des relations multiples avec les autres domaines culturels. Sur le plan individuel, il a d'ailleurs été démontré plus d'une fois que les personnes intéressées à la culture ont souvent des pratiques culturelles diversifiées, ce qui tend à démontrer le lien naturel entre les différentes expressions culturelles.

### **La démocratisation de la connaissance**

Ainsi, l'Observatoire a enrichi le champ de la statistique culturelle jusque-là pour ainsi dire dépourvu de toute donnée détaillée. Par exemple, dans le domaine du livre, un grand chantier a permis de produire un état des lieux qui décrit l'ensemble de la filière, de l'écrivain au lecteur, en passant par l'édition, la diffusion, la distribution, la vente au détail, les bibliothèques, et qui contient des renseignements sur chacune de ces composantes. En parallèle, une enquête mensuelle permet, depuis 2001, de suivre l'évolution de la vente de livres au Québec selon les principaux lieux de vente.

Dans les domaines de la musique et du spectacle, des travaux ont été réalisés en collaboration avec ces milieux afin d'établir la part de marché du disque québécois dans son territoire, tandis qu'une enquête documente la fréquentation des spectacles. Ces dernières données ont notamment alimenté un important forum sur la diffusion de spectacles au Québec et permis d'appréhender plus concrètement les tendances de ce marché.

Dans le domaine du cinéma et de la production télévisuelle indépendante, l'Observatoire publie annuellement un ouvrage<sup>5</sup> qui fait la somme des données disponibles sur ce domaine d'activité. Les données sur l'ensemble de la chaîne, de la création à la diffusion, y sont analysées.

---

5. Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante*.

Les statistiques de l'Observatoire sont régulièrement reprises dans des études et des analyses diffusées par des associations professionnelles. C'est le cas de l'ADISQ qui utilise des données pour étayer sa lutte au piratage de la musique ou pour démontrer la progression du spectacle au Québec. Il y a aussi RIDEAU, regroupement de diffuseurs qui suit attentivement la circulation des spectacles en région. L'Association nationale des éditeurs de livres et celle des distributeurs et des libraires utilisent abondamment ces données et demandent des améliorations pour pousser plus loin leur analyse. L'Association des producteurs de film et de télévision du Québec construit son argumentation à partir des statistiques de l'Observatoire. En ce qui concerne les instances publiques, l'Observatoire est régulièrement cité dans de nombreuses études et analyses. L'énumération pourrait se poursuivre, mais ces exemples démontrent éloquemment que l'Observatoire a su répondre aux besoins et rendre ses travaux accessibles, et que les milieux concernés s'en sont emparés. C'est donc une avancée dans la démocratisation de la connaissance.

Les effets sont bénéfiques sur les milieux culturels, pris individuellement ou collectivement, notamment en donnant une vision claire de la portée des activités de création et en offrant divers découpages des résultats globaux. De la sorte, chacun peut établir son positionnement par rapport au domaine qui est le sien, à d'autres domaines ou au secteur culturel dans son ensemble.

### **La traduction des chiffres en mots**

Le domaine de la statistique peut paraître rébarbatif à qui n'est pas habitué à jongler avec des chiffres. C'est pour cela qu'une partie des tâches de l'équipe de l'Observatoire est de traduire les chiffres en mots. Le plan de publication prévoit la diffusion des résultats de façon régulière et systématique. Les chiffres sont décortiqués et analysés afin d'en faciliter l'appropriation par les milieux concernés. À des publications régulières<sup>6</sup> s'ajoutent des états des lieux qui proposent une analyse systématique d'un domaine, en scrutant chacune de ses filières. Ainsi ont vu le jour l'état des lieux sur le livre et les bibliothèques et, plus récemment, l'état des lieux du patrimoine, des institutions muséales et des archives qui constituera, en bout de course, 11 cahiers de recherche.

---

6. En particulier *Statistiques en bref*: 35 numéros parus à ce jour.

## Les indicateurs culturels

L'Observatoire s'est d'abord dévoué à la production d'enquêtes, à la diffusion de données et à l'analyse de résultats. Maintenant, il s'attaque à la construction d'un système d'indicateurs, ce qui constitue un grand défi pour un organisme de sa taille.

On dispose dorénavant de séries statistiques sur certains domaines culturels, et les milieux culturels se sont familiarisés avec l'usage des statistiques; il devient donc possible de constituer un système d'indicateurs culturels. En fait, les indicateurs et les indices sont l'aboutissement logique du mode de connaissance quantitatif de la réalité. Ils ont pour objet de mesurer un état, une évolution. Le modèle théorique sur lequel nous travaillons a été publié en janvier 2007<sup>7</sup> et d'autres travaux sont en cours pour déterminer la faisabilité de 6 indicateurs prioritaires sur 14, dans un ensemble de 69 indicateurs potentiels.

Il s'agit de trois indicateurs économiques :

1. rapport entre le PIB des secteurs de la culture et des communications et le PIB total;
2. indice des ventes totales de produits culturels;
3. part de marché des produits culturels nationaux.

Et de trois indicateurs sociaux :

1. rapport entre les dépenses culturelles des ménages et les dépenses de loisir;
2. indice composite de la fréquentation des établissements culturels;
3. indice composite de la participation aux activités culturelles.

La construction de ce système d'indicateurs culturels consiste à établir des relations entre diverses statistiques, de manière à fournir une description quantitative cohérente, grâce à l'articulation du système d'indicateurs avec le cadre conceptuel de l'Observatoire. Le but de ce système d'indicateurs n'est donc pas d'évaluer l'atteinte des objectifs de la Politique culturelle québécoise – bien qu'il puisse être utilisé à cette fin dans certains cas –, mais plutôt de décrire l'évolution de la culture québécoise et de permettre des comparaisons internationales. Le but

---

7. Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Le système d'indicateurs de la culture et des communications au Québec. 1<sup>re</sup> partie : Conceptualisation et élaboration concertée des indicateurs*, janvier 2007, 59 p.

avoué est de construire des outils pour décrire de façon synthétique le développement culturel et faciliter la prise de décision éclairée.

### **La pertinence**

Le partenariat établi avec les milieux culturels a maintenant fait ses preuves et l'Observatoire a tout lieu d'être satisfait de son évolution, bien qu'il ne puisse pas encore répondre à tous les besoins.

L'une des principales retombées de la création de l'Observatoire tient au fait que celui-ci équilibre les rapports de force entre les différents acteurs du système culturel quant à l'accès à l'information et aux usages qui en sont faits. Tous ont maintenant accès à une information exhaustive; ils peuvent donc l'interpréter à leur manière (qui n'est pas forcément celle de l'administration centrale) et promouvoir leurs intérêts. Mais quel que soit le sens donné aux chiffres, ceux-ci reflètent fidèlement la réalité qu'ils mesurent et sont considérés comme crédibles par toutes les parties.

L'Observatoire québécois, tel qu'il a été conçu et mis en place, aura peut-être à souffrir de ses qualités. Le programme statistique actuel consomme une grande partie des ressources. On l'a dit : les résultats sont très utiles aux milieux culturels et aux décideurs publics. En contrepartie, le travail qualitatif ne fait que commencer, les liens avec le milieu de la recherche ont réclamé du temps et, enfin, les relations avec tous les milieux culturels accaparent une portion substantielle d'énergie et d'argent. Voilà pourquoi la production d'indicateurs culturels, projet ambitieux, comporte des risques. Son succès dépend essentiellement de l'engagement et du dévouement des collaborateurs potentiels, qui devront y consacrer le temps nécessaire.

L'Observatoire est, en quelque sorte, prisonnier de son succès et de son modèle de gouvernance. Je suis cependant convaincu que ces contraintes sont aussi à la source de sa pertinence et la clé de son excellence.

Pour tout renseignement, veuillez communiquer avec Dominique Jutras au (418) 691-2414, poste 3137 ou [dominique.jutras@stat.gouv.qc.ca](mailto:dominique.jutras@stat.gouv.qc.ca)

Observatoire de la culture  
et des communications  
Institut de la statistique du Québec  
200, chemin Sainte-Foy, 6<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 5T4  
Téléphone : (418) 691-2414  
Télécopieur : (418) 643-4129

**Institut  
de la statistique**

**Québec**



Observatoire de la culture et  
des communications